

La bourgeoisie syrienne et la révolution populaire

lundi 7 juillet 2014, par [NAISSE Ghayath](#) (Date de rédaction antérieure : janvier 2014).

Sommaire

- [Une bourgeoisie forte, posséda](#)
- [Quelle bourgeoisie nationale ?](#)
- [La classe ouvrière, les \(...\)](#)
- [Quelle est la position de la](#)

La révolution populaire syrienne vient de compléter sa troisième année. Elle affronte toujours la machine meurtrière et destructrice du régime dictatorial. Les masses populaires ont consenti durant cette période des sacrifices énormes. Au nombre des personnes tuées qui dépasse les 100 000, il faut ajouter les blessés et les disparus qui se comptent par centaines de milliers, sans parler de la moitié de la population syrienne acculée à l'exil intérieur ou dans les pays voisins.

Ce sombre tableau recoupe la carte des zones rebelles et donc détruites, où vivent et travaillent les classes populaires, dont la classe ouvrière, dans une large mesure les forces sociales motrices de la révolution.

La compréhension politique des milieux de la gauche traditionnelle, nationaliste et stalinienne, avant la vague des révolutions qui a balayé la région, se caractérisait par un mélange de rhétoriques parlant de la révolution à venir ou en cours comme une révolution nationale démocratique, d'autres évoquant une révolution par étapes, la première étant selon eux celle d'une révolution nationale démocratique, mais « avec une perspective socialiste » très éloignée.

Ces deux concepts qui n'en font en réalité qu'un, stalinien à l'origine, reposent sur l'idée de l'existence d'une bourgeoisie nationale, avec laquelle il faudrait s'allier pour atteindre l'étape nationale démocratique recherchée, afin de construire une économie forte, une industrie, un développement, etc.

Sont issues de cette conception une somme d'écoles tiers-mondistes qui vouent aux gémonies la bourgeoisie mafieuse, ou comprador ou rentière, en prenant soin de la différencier d'une bourgeoisie industrielle nationale qui aurait un rôle développementiste. Certaines de ces écoles estiment nécessaire la direction du « parti révolutionnaire » pour une alliance de classes (« populaire-bourgeoisie nationale ») dans cette étape nationale démocratique. Dans la réalité, ce vocable ne ramène qu'à l'expérience des « mouvements de libération nationale » ou « démocraties populaires » qui se sont avérées être de pures dictatures capitalistes, ou capitalismes d'Etat.

Il ne s'agit pas ici de mener une discussion théorique avec les thèses précitées que nous récusons. En revanche, on verra à travers la situation actuelle et réelle de la bourgeoisie syrienne comment elle pourrait être concernée par ces révolutions « démocratiques ».

Une bourgeoisie forte, possédante et gouvernante

Les régimes Assad, père et fils, ont pu pendant quatre décennies reconfigurer une classe bourgeoise forte et large. Le dictateur-père a pendant trois décennies fait preuve d'une grande circonspection pour redonner sa place à la grande bourgeoisie, au moyen de mesures étudiées et en lien organique avec le pouvoir. Il a instauré un régime de corruption et de pillage généralisés, à travers lequel les grands bureaucrates d'Etat, notamment la clique dirigeante et ses associés, se sont transformés par le pillage des richesses en une grande bourgeoisie immobilière, commerçante et industrielle. Toutefois, Assad père avait préservé dans une certaine mesure le rôle social de l'Etat, en maintenant la gratuité des systèmes de santé et d'enseignement ainsi que les subventions aux produits de première nécessité. Il avait également résorbé une partie du chômage en créant des postes dans une bureaucratie d'Etat pléthorique, dépourvue de fonction productrice, surtout l'armée, les appareils sécuritaires et les fonctionnaires de l'administration.

Cette prudence qui avait conduit à maintenir une partie des acquis sociaux a été abandonnée par Bachar Al Assad, qui a succédé à son père en juillet 2000. Il a en effet engagé des changements économiques néolibéraux violents et rapides, en traitant à la légère toute possibilité de réaction sociale. Il croyait que les appareils répressifs du pouvoir avaient donné le coup de grâce pour des dizaines d'années à toute tentative de protestation. C'était une lourde erreur, car les protestations non seulement n'ont pas cessé mais ont connu une recrudescence à partir de 2006.

Le régime a baptisé sa politique néolibérale et antisociale, au bénéfice de la grande bourgeoisie syrienne, « économie sociale de marché ». Après l'accession au pouvoir du fils, le nombre de ceux vivant sous le seuil de pauvreté est passé de 11 à 33 %. Si l'on ajoute ceux qui vivent avec moins de deux dollars par jour, les pauvres en Syrie, selon les statistiques des Nations Unies, étaient en 2009 la moitié des habitants.

Cette nouvelle bourgeoisie s'est accaparé 70 % du produit intérieur brut selon les statistiques de 2009. Entre elle et le pouvoir de la clique gouvernante, il y avait une sorte de contrat tacite : « enrichissez-vous comme vous voulez, mais laissez-nous le pouvoir ». Et c'est effectivement ce qui s'est passé durant quatre décennies. Le pouvoir a introduit symboliquement des hommes d'affaires au Conseil du peuple, qui n'a aucun rôle réel, et a renforcé les pouvoirs des Unions industrielles et commerciales. Bien plus, il a constitué des conseils d'entrepreneurs avec 69 Etats, permettant aux premiers de coopérer et de se coordonner directement avec les sociétés et institutions commerciales, bancaires et industrielles de ces pays. Ces conseils ont été dissous en juin dernier en raison de leur déclin consécutif au boycott économique imposé à la Syrie.

La forme autoritaire du pouvoir convient à la bourgeoisie syrienne émergente car, en l'absence de tout obstacle juridique ou syndical à sa cupidité, elle ne laisse aucun espace à une contestation de l'exploitation et du pillage.

Quelle bourgeoisie nationale ?

Dans les premiers mois de la révolution, une partie de cette grande bourgeoisie syrienne a exprimé son soutien au régime, tandis qu'une autre partie, notamment le secteur associé à la clique familiale dirigeante, continuait de financer les milices qui lui sont inféodées. Mais on sait que les capitaux n'ont ni patrie ni religion, et ne connaissent que l'appât du gain. Au bout d'un an s'est enclenché un mouvement de fuite des capitaux de cette bourgeoisie vers le Liban et d'autres pays arabes et étrangers. La seconde année, elle a fermé ses usines et licencié arbitrairement des dizaines de milliers de travailleurs, ou bien a délocalisé ou vendu ses usines. La bourgeoisie n'a pas mis

longtemps à comprendre le danger que constitue pour elle la révolution populaire.

Le journal *Alwatan* a fait état du « *licenciement de plus de 89 000 travailleurs pendant la première année de la révolution, dont la moitié dans les gouvernorats de Damas et sa banlieue, les chiffres officiels indiquant que 187 entreprises du secteur privé ont été totalement fermées entre le 1^{er} janvier 2011 et le 28 février 2012* ». Mais « *ces chiffres n'ont aucune crédibilité car le nombre d'ateliers et d'usines fermés avoisine les 500* » [1].

Le *Financial Times* britannique a affirmé que « *les entrepreneurs syriens ont discrètement placé leurs capitaux à l'étranger depuis le début de la crise dans le pays et des économistes ont affirmé que ces mouvements se sont accélérés avec le déplacement de la violence vers les centres commerciaux de Damas et d'Alep* » [2].

Le chercheur Samy Abboud a pu évaluer les retraits effectués dans les banques syriennes par les propriétaires de comptes (surtout de grands bourgeois) à la fin 2012 à près de 100 milliards de livres syriennes. [3] Mais personne ne dispose d'évaluation précise de la taille des capitaux que la bourgeoisie a fait fuir, notamment pour celle en rapport avec la clique familiale gouvernante. Selon la Chambre de commerce de Damas, cette « *fuite de capitaux syriens est estimée à 20 milliards de dollars* » [4], un chiffre certainement en-deçà de la réalité.

Il n'existe pas d'étude fiable du nombre d'usines délocalisées à l'étranger pour y être revendues ou exploitées, ni de celles qui ont été détruites ou dont l'activité a cessé. Rien qu'à Alep, dont l'industrie représente 36 % du total national, le nombre d'entreprises privées qui ont cessé leur activité s'élève à plus de mille, ce qui a entraîné le licenciement de plus de 500 000 travailleurs. [5]

La bourgeoisie industrielle n'a pas délocalisé la majorité de ses usines en cachette, mais avec l'accord des autorités syriennes. C'est ce qu'a confirmé une déclaration du ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur égyptien, Hatem Salah, à la fin mars 2012. Selon lui, 80 usines syriennes avaient alors été délocalisées en Egypte, tandis que « *la présence de 300 autres dépendait de l'accès à des terrains* » [6].

En mars 2013, le gouvernement syrien a d'ailleurs pris la décision d'interdire « l'exportation » des usines. L'expert économique Mohamad Saïd Alhalabi affirmait quant à lui qu'« *environ 90 % des entreprises industrielles ont été délocalisées vers l'étranger avec l'autorisation de l'Etat et l'accord de leurs propriétaires* » [7].

La majorité de la bourgeoisie n'a pas seulement vendu ou délocalisé ses entreprises et usines, elle a aussi évadé la plupart de ses capitaux. Une partie importante a aussi fui à l'étranger, attendant de voir les autres classes ou secteurs de classe (notamment celui qui tient les rênes du pouvoir politique) s'épuiser dans un combat violent, jusqu'à ce que la situation se tasse et lui permette de revenir et dominer à nouveau, à des conditions meilleures pour elle, aux plans politique et économique. Un autre secteur prospère quant à lui via l'achat de terres, la construction, les trafics, la spéculation, le monopole de livraisons et autres activités lucratives. Certains, qui ne vivent que de cela, ont reçu le nom de « seigneurs de la guerre ».

Des informations concordantes du début de 2013 estiment que le nombre d'« *entrepreneurs syriens arrivés en Egypte est de l'ordre de 30 % du nombre des entrepreneurs qui ont fui de Syrie, soit 50 000* » [8]. Mazen Hamour, membre du conseil d'administration de la chambre de commerce de Damas, estime que « *60 % des entrepreneurs ont quitté le pays lors du pic de la crise et l'économie a subi des pertes estimées à près de 20 milliards de dollars* » [9]. Pour Marwa Alytouni, membre du conseil d'administration de la chambre de l'industrie de Damas et de sa banlieue, « *70 % des entrepreneurs syriens sont maintenant à l'étranger et c'est effrayant* » [10].

La classe ouvrière, les exploités et le peuple

Les activités syndicales de la classe ouvrière syrienne ont été officiellement encadrées depuis la prise du pouvoir par le Baath. En 1984, le pouvoir s'est rattaché la bureaucratie syndicale sous le slogan du « syndicalisme politique ». La même chose s'est produite pour l'Union des agriculteurs, celle des étudiants, etc.

Dans les premiers mois de la révolution, en 2011, la bourgeoisie a utilisé les structures jaunes des syndicats, avec le passif bien enraciné de répression et de terreur, pour faire participer nombre de travailleurs, fonctionnaires et enseignants aux manifestations de soutien à Bachar Al Assad. Mais craignant que ces manifestations se retournent contre lui, alors que les forces du régime affrontaient les manifestations de masse des opposants, le pouvoir a mis un terme à ces démonstrations de soutien.

Le régime craint particulièrement les deux groupes sociaux que sont les travailleurs et les étudiants. Le document de fondation du Front nationaliste et progressiste au pouvoir, qui comprend, outre le parti Baath, de petits partis nationalistes et staliniens, incluait un paragraphe engageant ces formations à ne prendre part à aucune activité dans ces secteurs et dans l'armée.

Mais l'aggravation de la situation de larges secteurs de la population a entraîné en 2006 une recrudescence des protestations et manifestations ouvrières et de masse, le mécontentement s'étendant à des structures intermédiaires et de base des syndicats officiels. On a remarqué, au début de la révolution, que la violence du régime touchait particulièrement les zones habitées par les masses ouvrières et exploités dans les banlieues de Damas, Deraa, Homs, Alep et Dir Ez Zor. La bourgeoisie a également procédé à des licenciements, arbitraires et continus, même dans des usines éloignées de la violence et dans des régions acquises au régime.

Celui-ci a en outre fait le siège des entreprises avec ses milices et appareils, tentant sans succès d'enrôler des secteurs ouvriers dans ses combats, mais interdisant ainsi à leurs membres de se comporter comme une classe défendant des intérêts propres, d'autant que l'effondrement économique et du niveau de vie pousse celui qui a encore un travail à s'y accrocher. Quant à celui qui se retrouve au chômage, il se trouve contraint soit de rejoindre les groupes d'opposition, qui versent une solde à leurs combattants, soit de rejoindre la dite Armée nationale de défense syrienne, une sorte de milice de défense de régime.

La situation économique et sociale en Syrie est plus que tragique. Le nombre des chômeurs atteignait début 2013 le chiffre de 2,96 millions, ce qui porte le taux de chômage à 48,8 % [11], la population active réelle s'étant réduite à 3,1 millions après avoir été de 6 millions en 2010. Cela conduit à l'expansion du secteur informel, comme avec les vendeurs ambulants qui proposent toutes sortes de produits, dont le pétrole, ou les contrebandiers.

La situation des travailleurs et des couches populaires s'est tellement détériorée que l'Union des travailleurs de Damas, un syndicat officiel, a dû en faire la critique dans son rapport annuel. Celui-ci démontre que l'Etat a stocké beaucoup d'argent, faisant grimper l'inflation à 75 %. Les prix, notamment des denrées alimentaires et des dérivés du pétrole, ont augmenté de façon vertigineuse. Le rapport indique que « *la fuite des capitaux a entraîné la fermeture de milliers d'entreprises et d'usines en Syrie, et une hausse du chômage à des taux records et l'apparition de problèmes sociaux* ». Les loyers ont augmenté de plus de 100%. Le syndicat officiel demande des augmentations de salaire compris entre 30 et 300 %. [12]

Il va sans dire que, sans parler de la militarisation d'un grand nombre de révolutionnaires, de la violence du régime et de la sauvagerie des combats en cours, tout cela a rendu le combat de la

classe ouvrière, en tant que classe et sur ses lieux de travail, extrêmement difficile - même si une première grève ouvrière s'est déclenchée dans les usines de médicaments de Damas, le 29 juillet 2013.

Quelle est la position de la bourgeoisie syrienne ?

La nouvelle bourgeoisie de guerre a intérêt à étendre dans le temps l'affrontement, à condition de pouvoir recycler les fonds qu'elle a pillés. On trouve certains de ses représentants dans des structures politiques de l'opposition, surtout le Conseil national syrien et la Coalition des forces de la révolution et de l'opposition, mais elle ne s'interdit pas de coopérer avec le régime lui-même.

Nombreux sont ceux qui ont mis la main sur des puits de pétrole et vendent leur production au régime qu'ils disent combattre, tandis d'autres font de la contrebande vers la Turquie.

L'essentiel de la bourgeoisie syrienne continue d'estimer que le régime est « son » régime. Elle n'a fait aucun pas politique exprimant une position hostile ou même se démarquant. Mouadh Alkhatib, l'ex-président de la Coalition nationale, qui voulait engager un dialogue et une négociation sans conditions, exprimait la position de la seule bourgeoisie damascène. L'unique initiative politique de la bourgeoisie syrienne en tant que telle est venue au bout de deux ans de révolution, après la réunion d'hommes d'affaires syriens fin mars 2013 à Amman, en Jordanie. Baptisée « Initiative de la conscience syrienne », elle préconise le maintien de Bachar Al Assad jusqu'à la fin de 2014, et le maintien du gouvernement actuel en ne changeant que les ministres de la Défense et de l'Intérieur [13].

Quelle que soit l'évolution de la situation en Syrie, les revendications économiques et sociales s'imposeront au cœur de tout projet politique à venir. Elles émergeront avec d'autant plus d'évidence qu'elles en seront les moteurs essentiels, à côté de l'aspiration à en finir avec le despotisme et à arracher des libertés fondamentales.

Le régime a tiré profit de la dégradation des conditions économiques et sociales. Son action vise à pousser de larges secteurs des masses au désespoir, à se concentrer sur leur survie, fuyant les combats, les destructions, la famine et les privations, afin de les isoler et de paralyser leur capacité révolutionnaire. Il y est parvenu partiellement, car les « régions libérées » souffrent des mêmes maux dont elles souffraient sous la dictature.

A cela s'ajoute l'influence croissante des forces jihadistes et takfiries, qui tentent d'imposer des relations sociales arriérées et proposent une vision réactionnaire, noyée dans l'arriération et la bigoterie, dans l'étroitesse de la perspective de la religion islamique, en affichant leur volonté d'imposer le Califat. Tout cela est en contradiction flagrante avec les objectifs de la révolution populaire syrienne et fait de ces forces réactionnaires et fascistes un obstacle dangereux en travers de la poursuite du mouvement populaire. Au stade actuel de la révolution, et pour la victoire de cette dernière, le mouvement populaire et la résistance armée n'ont d'autre choix que d'assumer leurs responsabilités en s'affrontant à ces forces réactionnaires, par les armes s'il le faut, tout en poursuivant la révolution contre le régime de l'oligarchie. C'est une condition pour que la révolution populaire revienne à son cours originel, pour la liberté, la démocratie, l'égalité et la justice sociale.

Ceci exigera la convergence des forces à même de déterminer une stratégie de victoire de la révolution populaire syrienne. Et, à notre avis, de poursuivre sans relâche l'effort afin de créer une direction révolutionnaire de masse, capable de s'appuyer sur l'auto-organisation populaire dans les régions qui échappent à la domination du régime et de faire émerger une direction unifiée de la résistance populaire armée. Il faut mettre fin aux gangs et assiéger les groupes fascistes takfiris, les

isoler du mouvement de masse, en préliminaire à leur écrasement pour leur rôle de sabotage et leurs assassinats contre le mouvement populaire. Pour la gauche révolutionnaire, la construction d'un parti ouvrier socialiste révolutionnaire reste une tâche urgente, une question de vie ou de mort dans la phase actuelle de la lutte des classes.

Ghayath Naïsse

P.-S.

* Paru dans le revue L'Anticapitaliste n° 54, mai 2014. <http://www.npa2009.org/>

* Traduit de l'arabe par Luiza Toscane, cet article a été publié initialement dans « La révolution permanente », n°4 de janvier 2014, <http://permanentrevolution-journal.org/ar/node/67>.

* Ghayath Naïsse est membre du Courant de la gauche révolutionnaire de Syrie.

Notes

[1] Site Anab Biladi, « Le chômage, jusqu'où ? », 4 avril 2012.

[2] Selon le site du journal Alzaman, le 15 février 2013.

[3] Samy Abboud, « Les fonds syriens en fuite à l'étranger masqués, ce qui rend difficile leur retour », site de l'Economiste, 13 mai 2013.

[4] Site Cham Press, 12 février 2013.

[5] Bassel Dioub, « C'est ainsi que la forteresse de l'industrie syrienne s'est effondrée », journal AlAkhabar Allubnania n° 1935, 19 février 2013.

[6] Salam Saadi, « Les usines de Syrie émigrent aussi », site Almudun, 4 avril 2013.

[7] Site Baladouna, « L'industrie syrienne est malade mais ne meurt pas », 4 juin 2013.

[8] Site Sky News, « Des réfugiés syriens ayant rang d'entrepreneurs », 30 janvier 2013.

[9] Cham Press, « Chambre de Commerce de Damas : la fuite des capitaux syriens estimée à 20 milliards de dollars », 14 février 2013.

[10] Site Anab Baladi, repris du Financial Times, « Les malheurs des uns font le bonheur des autres », les capitaux syriens fuités », 31 mars 2013.

[11] Cham Press, « Le combat en Syrie, un choix économique pour les chômeurs » 20 juillet 2013, les chiffres fournis par cet article sont repris d'une étude du Centre syrien de recherches politiques », publiée cette année.

[12] Site du journal gouvernemental Al Thawra, Union des travailleurs de Damas, « Garantir un

environnement de travail sûr », 17 juillet 2013.

[13] Le rapport en date du 18 mars 2013 du Centre d'information syrien nomme les chefs d'entreprise à l'origine de cette initiative : Ons Alkziri, Ratib Alchalah, Mouwafak Kaddah, Adel Mardini, Zina Yasji, Adib Alfadhel, Abdallah Aldardari.